Le Pakistan veut expulser 1,73 million de migrants clandestins afghans, après avoir révélé que la majorité des attentats avaient été perpétrés par des Afghans (MàJ : Un demi-million d'Afghans rentrés du Pakistan, selon l'OIM)

26/01/2024 à 10h11



26/01/2024

Plus de 500 000 Afghans ont quitté le Pakistan en quatre mois. Le pays avait décrété un ultimatum en novembre dernier pour le retour dans leur pays des sans-papiers, a annoncé lundi l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Quelque 500 200 Afghans sont rentrés chez eux entre le 15 septembre et le 13 janvier derniers, selon l'OIM, la grande majorité via les postes-frontières de Torkham et Spin Boldak.

[Le Devoir]



Un camp humanitaire géré par les talibans a été mis en place près du poste-frontière de Torkham, dans l’est de l’Afghanistan, pour les rapatriés qui ont été expulsés ou contraints de quitter le Pakistan



Une femme monte dans un bus qui la conduit à un camp mis en place pour les rapatriés qui ont été expulsés ou contraints de quitter le Pakistan, au poste-frontière de Torkham, dans la province de Nangarhar, dans l’est de l’Afghanistan



Des femmes rapatriées et leurs enfants se tiennent dans un camp humanitaire situé près du poste-frontière de Torkham, dans l'est de l'Afghanistan, pour les rapatriés qui ont été expulsés ou contraints de quitter le Pakistan

---

06/11/2023

Malgré la pression internationale, le gouvernement pakistanais semble déterminé à poursuivre et à accélérer le départ des Afghans en situations irrégulières sur son territoire

A la suite d'un accord avec l'Allemagne et les Etats-Unis, les autorités afghanes pourraient autoriser plus de 500 000 de leurs ressortissants à quitter leur pays pour s'installer sur les territoires allemand et américains. Washington a entamé l'examen de 175 000 dossiers tandis que Berlin serait prêt à accueillir quelque 1000 personnes par mois au cours des deux années à venir.

Au moment où l'Assemblée nationale entreprend l'examen de la loi sur l'immigration, une nouvelle vague migratoire en provenance d'Afghanistan risque d'arriver en France et dans le reste de l'Europe en raison de la décision du gouvernement pakistanais d'expulser les étrangers sans papiers, en majorité afghans. Islamabad a motivé sa décision par le fait que des Afghans avaient été impliqués dans des attaques terroristes dans le pays et qu'ils avaient contribué à une forte augmentation de la criminalité, tout en rejetant les appels des Nations unies, des groupes de défense des droits de l'homme et des ambassades occidentales à reconsidérer son plan.

L'Opinion

05/11/2023

Actuellement, plus d’un million de réfugiés afghans au Pakistan sont menacés d’expulsion vers l’Afghanistan. Là, ils craignent d’être persécutés, arrêtés et tués par les talibans. PRO ASYL appelle le gouvernement fédéral à accueillir comme promis les Afghans particulièrement menacés et à prendre d’urgence des mesures pour accélérer les procédures. (…)

Pro Asyl

03/11/2023

> *Plus de 165.000 migrants afghans ont quitté le Pakistan pour rentrer dans leur pays depuis que le gouvernement leur a fixé début octobre un ultimatum, désormais expiré, pour partir volontairement ou être expulsés #AFP #AFPVertical pic.twitter.com/zVzgife6iD*
>
> *— Agence France-Presse (@afpfr) November 2, 2023*

02/11/2023

Plus de 165.000 migrants afghans ont quitté le Pakistan pour rentrer dans leur pays en octobre

Plus de 165.000 migrants afghans ont quitté le Pakistan pour rentrer dans leur pays en octobre, après la fin d’un ultimatum

fixé par le gouvernement leur permettant de partir volontairement avant de risquer d'être expulsés, a-t-on appris jeudi 2 novembre de sources officielles à la frontière.

La grande majorité d'entre eux se sont précipités ces derniers jours à la frontière, le Pakistan ayant donné jusqu'au 1er novembre aux Afghans en situation irrégulière, dont il estime le nombre à 1,7 million, pour partir.

Ces personnes ont préféré partir de leur propre chef, plutôt qu'être arrêtées et placées dans les centres de rétention construits pour l'occasion en vue de leur expulsion. Plus de 129.000 ont fui par le poste-frontière de Torkham, principal point de passage entre les deux pays, dans la province du Khyber Pakhtunkhwa (nord-ouest), où vivent la majorité des Afghans, a indiqué le gouvernement provincial.

Le Figaro

31/10/2023

Plus de 10.000 migrants afghans vivant au Pakistan se sont précipités mardi à la frontière avec l'Afghanistan, selon les autorités pakistanaises, à la veille de la date limite fixée par Islamabad pour qu'ils quittent le pays.

Le gouvernement pakistanais a donné jusqu'au 1er novembre aux sans-papiers vivant sur son sol – essentiellement des Afghans, dont il estime le nombre à 1,7 million – pour en partir d'eux-mêmes, sans quoi ils seront expulsés.

A partir de mercredi, les Afghans en situation irrégulière risquent d'être arrêtés, placés dans des centres de rétention, puis expulsés vers l'Afghanistan. Certains ont décidé de ne pas attendre et préféré partir sans délai.

Au total, plus de 100.000 migrants afghans sont déjà rentrés en Afghanistan depuis l'annonce de ce plan début octobre.

Le Point

26/10/2023

Islamabad (AFP) – Le gouvernement pakistanais a annoncé jeudi l'ouverture de plusieurs centres de rétention pour les centaines de milliers d'Afghans en situation irrégulière sur son territoire, voués à l'expulsion après le 1er novembre.

Au début du mois, le Pakistan avait donné cette date butoir aux migrants en situation irrégulière – dans l'immense majorité des Afghans – pour quitter d'eux-mêmes le pays, sans quoi ils seraient expulsés. Les autorités afghanes ont dénoncé un projet "inacceptable".

"Ces centres sont dénommés +centres de rétention+. Les migrants illégaux seront gardés là", a déclaré jeudi en conférence de presse le ministre pakistanais de l'Intérieur, Sarfraz Bugti.

"Des installations et de la nourriture leur seront fournies. Les enfants, femmes et personnes âgées seront traités avec un respect particulier. Mais après le 1er novembre, nous ne ferons aucune concession concernant les immigrants en situation irrégulière", a-t-il ajouté.

Feroz Jamal, un porte-parole du gouvernement du Khyber Pakhtunkhwa, a indiqué qu'à partir de cette date les Afghans sans papiers seraient arrêtés et placés dans les trois centres de rétention créés dans cette province frontalière de l'Afghanistan.

"C'est un point de transit. Ils ne pourront pas rester là

longtemps. Quand les responsables à la frontière auront de la place, nous les enverrons pour qu'ils soient expulsés", a-t-il déclaré à l'AFP.

Quelque 60.000 Afghans sont déjà rentrés d'eux-mêmes dans leur pays, selon lui, et des files d'attente se sont créées au poste-frontière de Torkham (nord-ouest), le plus important séparant les deux pays.

Le Pakistan fait face ces derniers mois à une recrudescences des attentats sur son territoire, qu'il impute à des groupes basés en Afghanistan, ce que Kaboul nie.

(…) L'Obs

03/10/2023

- Plus de 4,4 millions de réfugiés afghans au Pakistan (ministre)
- Des ressortissants afghans impliqués dans 14 des 24 attentats suicides cette année
- Répression après l'expiration du délai

ISLAMABAD, 3 octobre (Reuters) – Le Pakistan a ordonné mardi à tous les immigrants clandestins, dont 1,73 million de ressortissants afghans, de quitter le pays sous peine d'expulsion, après avoir révélé que 14 des 24 attentats-suicide survenus dans le pays cette année avaient été perpétrés par des ressortissants afghans.

Il n'était pas clair dans l'immédiat comment les autorités pakistanaises pourraient garantir le départ des immigrants illégaux, ni comment elles pourraient les retrouver pour les expulser.

L’annonce d’Islamabad marque un nouveau creux dans ses relations avec Kaboul, qui se sont détériorées après des affrontements frontaliers entre les voisins sud-asiatiques le mois dernier.

Reuters